1994

c 33 Securities Amendment Act, 1994/Loi de 1994 modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 1994

Follow this and additional works at: http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/ontario_statutes

Bibliographic Citation

Securities Amendment Act, 1994, SO 1994, c 33 / *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les valeurs mobilières*, SO 1994, c 33

Repository Citation

Ontario (1994) "c 33 Securities Amendment Act, 1994/Loi de 1994 modifiant la Loi sur les valeurs mobilières," *Ontario: Annual Statutes*: Vol. 1994, Article 35.

Available at: http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/ontario_statutes/vol1994/iss1/35

CHAPTER 33

An Act to amend the Securities Act

Assented to December 9, 1994

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The definition of "regulations" in subsection 1 (1) of the *Securities Act* is repealed and the following substituted:

"regulations" means the regulations made under this Act and, unless the context otherwise indicates, includes the rules. ("règlements")

(2) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, is further amended by adding the following definition:

"rules" means,

- (a) the rules made under section 143, and
- (b) orders, rulings and policies listed in the Schedule. ("règles")

(3) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, is further amended by adding the following subsection:

(1.1) For the purposes of this Act, the regulations and the rules, any of "derivatives", "future-oriented financial information", "going private transaction", "insider bid", "non-redeemable investment fund", "penny stocks", "related party transactions", and "reverse take-overs" may be defined in the regulations or the rules and if so defined shall have the defined meaning.

2. The Act is amended by adding the following sections:

1.1 The purposes of this Act are,

- (a) to provide protection to investors from unfair, improper or fraudulent practices; and

CHAPITRE 33

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

Sanctionnée le 9 décembre 1994

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) La définition de «règlements» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. S'entend en outre des règles, sauf indication contraire. («regulations»)

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 350 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«règles» S'entend de ce qui suit :

- a) les règles établies en application de l'article 143,
- b) les ordonnances, les décisions et les politiques énumérées à l'annexe. («rules»)

(3) L'article 1 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 350 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, l'une ou l'autre des expressions «actions cotées en cents», «fonds d'investissement à capital fixe», «informations financières prospectives», «offre d'initié», «opérations entre personnes apparentées», «prise de contrôle inversée», «produit dérivé» et «transformation en compagnie fermée» peut être définie dans les règlements ou les règles, auquel cas l'expression a le sens que lui donnent les définitions.

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

1.1 Les objets de la présente loi sont les suivants :

- a) protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, irrégulières ou frauduleuses;

Same

Idem

Purposes

Objets

(b) to foster fair and efficient capital markets and confidence in capital markets.

b) favoriser des marchés financiers justes et efficaces et la confiance en ceux-ci.

Principles
to consider

2.1 In pursuing the purposes of this Act, the Commission shall have regard to the following fundamental principles:

1. Balancing the importance to be given to each of the purposes of this Act may be required in specific cases.
2. The primary means for achieving the purposes of this Act are,
 - i. requirements for timely, accurate and efficient disclosure of information,
 - ii. restrictions on fraudulent and unfair market practices and procedures, and
 - iii. requirements for the maintenance of high standards of fitness and business conduct to ensure honest and responsible conduct by market participants.
3. Effective and responsive securities regulation requires timely, open and efficient administration and enforcement of this Act by the Commission.
4. The Commission should, subject to an appropriate system of supervision, use the enforcement capability and regulatory expertise of recognized self-regulatory organizations.
5. The integration of capital markets is supported and promoted by the sound and responsible harmonization and coordination of securities regulation regimes.
6. Business and regulatory costs and other restrictions on the business and investment activities of market participants should be proportionate to the significance of the regulatory objectives sought to be realized.

2.1 Dans la réalisation des objets de la présente loi, la Commission tient compte des principes fondamentaux suivants :

1. Il peut être nécessaire de peser l'importance à accorder à chacun des objets de la présente loi dans des cas particuliers.
2. Les moyens principaux de réaliser les objets de la présente loi sont les suivants :
 - i. des exigences pour veiller à ce que les renseignements soient divulgués en temps utile et avec exactitude et efficience,
 - ii. des restrictions à l'égard des pratiques et procédures frauduleuses et déloyales du marché,
 - iii. des exigences pour veiller à ce que soient maintenues des normes d'aptitude et de conduite professionnelle élevées afin de faire en sorte que les participants au marché se comportent de façon honnête et responsable.
3. Une réglementation judicieuse et efficace du domaine des valeurs mobilières exige de la Commission qu'elle applique et exécute la présente loi de façon opportune, ouverte et efficiente.
4. Sous réserve d'un système de surveillance adéquat, la Commission devrait faire appel à la capacité des organismes d'autoréglementation reconnus en matière d'application de la loi et à leurs compétences en matière de réglementation.
5. L'harmonisation et la coordination saines et responsables des régimes de réglementation des valeurs mobilières favorisent l'intégration des marchés financiers.
6. Les restrictions imposées aux activités commerciales et aux investissements des participants au marché, notamment les frais d'entreprise et les frais réglementaires, devraient être fonction de l'importance des objectifs visés en matière de réglementation.

Principes à
prendre en considération

3. (1) Subsection 37 (1) of the Act is amended by striking out “or class of persons or companies” in the fourth line.

(2) Subsection 37 (2) of the Act is amended by striking out “or class of persons or companies” in the third and fourth lines.

4. (1) Clause 80 (b) of the Act is amended by striking out “or class of reporting issuers” wherever it appears.

(2) The English version of subclause 80 (b) (ii) of the Act is amended by striking out “or their” in the fourth line.

5. Subsection 118 (3) of the Act is amended by striking out “or a class of portfolio managers” in the second and third lines and by striking out “or class of portfolio managers” in the ninth and tenth lines.

6. Subsection 121 (2) of the Act is amended by striking out “class of persons or companies or class of transactions” in the third and second last lines.

7. Section 122 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 373, is amended by adding the following subsection:

(1.1) Clauses (1) (a) and (b) do not apply to a statement made or given to the Commission in a submission in respect of a proposed rule or policy.

8. Section 143 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 56 and 1994, chapter 11, section 379, is repealed and the following substituted:

143. (1) The Commission may make rules in respect of the following matters:

1. Prescribing requirements in respect of applications for registration and the renewal, amendment, expiration or surrender of registration and in respect

3. (1) Le paragraphe 37 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou d'une catégorie de personnes ou de compagnies» aux quatrième et cinquième lignes.

(2) Le paragraphe 37 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou à la catégorie de personnes ou de compagnies» aux quatrième et cinquième lignes et par les changements grammaticaux qui en découlent.

4. (1) L'alinéa 80 b) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie d'émetteurs assujettis» aux deuxième et troisième lignes, par suppression de «ou la catégorie d'émetteurs assujettis» partout où figure cette expression et par les changements grammaticaux qui en découlent.

(2) La version anglaise du sous-alinéa 80 (b) (ii) de la Loi est modifiée par suppression de «or their» à la quatrième ligne.

5. Le paragraphe 118 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie de portefeuillistes» aux première et deuxième lignes, par suppression de «ou la catégorie de portefeuillistes» aux huitième et neuvième lignes et par les changements grammaticaux qui en découlent.

6. Le paragraphe 121 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie de personnes et de compagnies» aux cinquième et sixième lignes à partir de la fin et par suppression de «ou qui soustrait une catégorie de transactions à une partie ou à la totalité de ces exigences» aux trois dernières lignes.

7. L'article 122 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 373 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Les alinéas (1) a) et b) ne s'appliquent pas à une déclaration faite ou remise à la Commission dans des observations qui sont présentées à l'égard d'un projet de règle ou de politique.

8. L'article 143 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 56 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 379 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

143. (1) La Commission peut, par règle :

1. Prescrire les conditions relatives aux demandes d'inscription, au renouvellement, à la modification et à l'expiration des inscriptions, à la renonciation à celles-ci et à leur suspension, à leur

Exemption

Dispense

Rules

Règles

- of suspension, cancellation or reinstatement of registration.
2. Prescribing categories or subcategories of registrants, classifying registrants into categories or sub-categories and prescribing the conditions of registration or other requirements for registrants or any category or sub-category, including,
 - i. standards of practice and business conduct of registrants in dealing with their customers and clients and prospective customers and clients,
 - ii. requirements that are advisable for the prevention or regulation of conflicts of interest, and
 - iii. requirements in respect of membership in a self-regulatory organization.
 3. Extending any requirements prescribed under paragraph 2 to unregistered directors, partners, salespersons and officers of registrants.
 4. Prescribing requirements in respect of the residence in Ontario or Canada of registrants.
 5. Prescribing requirements in respect of notification by a registrant or other person or company in respect of a proposed change in beneficial ownership of, or control or direction over, securities of the registrant and authorizing the Commission to make an order that a proposed change may not be effected before a decision by the Commission as to whether it will exercise its powers under paragraph 1 of subsection 127 (1) as a result of the proposed change.
 6. Prescribing requirements for persons and companies in respect of calling at or telephoning to residences for the purposes of trading in securities.
 7. Prescribing requirements in respect of the disclosure or furnishing of information to the public or the Commission by registrants.
- annulation ou à leur remise en vigueur.
2. Prescrire des catégories ou des sous-catégories de personnes ou de compagnies inscrites, classer les personnes ou les compagnies inscrites en catégories ou en sous-catégories et prescrire les conditions d'inscription ou les autres exigences applicables aux personnes ou compagnies inscrites ou aux catégories ou sous-catégories, notamment :
 - i. les normes d'exercice et de conduite professionnelle que doivent suivre les personnes ou les compagnies inscrites dans leurs rapports avec leurs clients actuels et éventuels,
 - ii. les exigences qui sont utiles à la prévention ou à la réglementation des conflits d'intérêts,
 - iii. les exigences relatives à l'adhésion à un organisme d'auto-réglementation.
 3. Étendre les exigences prescrites en application de la disposition 2 aux administrateurs, associés, représentants et dirigeants non inscrits des personnes ou des compagnies inscrites.
 4. Prescrire les conditions de résidence en Ontario ou au Canada des personnes ou des compagnies inscrites.
 5. Prescrire les exigences relatives à l'avis qu'une personne ou compagnie inscrite, ou une autre personne ou compagnie, doit donner dans le cas d'un projet de changement dans la propriété bénéficiaire de valeurs mobilières de la personne ou compagnie inscrite, ou dans le contrôle sur ces valeurs mobilières, et autoriser la Commission à rendre une ordonnance portant que le projet de changement ne peut être réalisé avant qu'elle n'ait décidé si, en raison du projet de changement, elle exercera les pouvoirs que lui confère la disposition 1 du paragraphe 127 (1).
 6. Prescrire les exigences applicables aux personnes et aux compagnies pour ce qui est de faire des visites ou de téléphoner à une résidence dans le but d'effectuer des opérations sur valeurs mobilières.
 7. Prescrire les exigences relatives à la divulgation ou à la communication de renseignements au public ou à la

- Commission par les personnes ou les compagnies inscrites.
8. Providing for exemptions from the registration requirements under this Act or for the removal of exemptions from those requirements.
 8. Prévoir des dispenses relatives aux conditions d'inscription prévues par la présente loi, ou le retrait des dispenses relatives à ces conditions.
 9. Providing for exemptions from the requirements of sections 41 and 42 in respect of dealers.
 9. Prévoir des dispenses relatives aux exigences prévues aux articles 41 et 42 à l'égard des courtiers.
 10. Prescribing requirements in respect of the books, records and other documents required by subsection 19 (1) to be kept by market participants, including the form in which and the period for which the books, records and other documents are to be kept.
 10. Prescrire les exigences relatives aux livres, dossiers et autres documents que les participants au marché doivent tenir aux termes du paragraphe 19 (1), notamment la forme sous laquelle ils doivent l'être et leur durée de conservation.
 11. Regulating the listing or trading of publicly traded securities including requiring reporting of trades and quotations.
 11. Réglementer l'inscription à la cote de valeurs mobilières qui font l'objet d'opérations dans le public ou les opérations sur ces valeurs, notamment exiger la déclaration des opérations et des cours.
 12. Regulating recognized stock exchanges, recognized self-regulatory organizations and recognized clearing agencies, including prescribing requirements in respect of the review or approval by the Commission of any by-law, rule, regulation, policy, procedure, interpretation or practice.
 12. Réglementer les Bourses reconnues, les organismes d'autoréglementation reconnus et les agences de compensation reconnues, notamment prescrire les exigences relatives à l'examen ou à l'approbation par la Commission de règlements administratifs, de règles, de règlements, de politiques, de procédures, d'interprétations ou de pratiques.
 13. Regulating trading or advising in securities to prevent trading or advising that is fraudulent, manipulative, deceptive or unfairly detrimental to investors.
 13. Réglementer les opérations sur valeurs mobilières ou la fourniture de conseils sur les valeurs mobilières pour éviter que les opérations ou les conseils soient frauduleux, manipulateurs, mensongers ou injustement préjudiciables aux investisseurs.
 14. Regulating trading or advising in penny stocks, including prescribing requirements in respect of additional disclosure and suitability for investment.
 14. Réglementer les opérations sur actions cotées en cents ou la fourniture de conseils sur ces actions, notamment prescrire les obligations d'information supplémentaires et les exigences relatives à leur caractère adéquat comme investissement.
 15. Prescribing categories or subcategories of issuers for purposes of the prospectus requirements under this Act and classifying issuers into categories or subcategories.
 15. Prescrire des catégories ou des sous-catégories d'émetteurs aux fins des exigences relatives aux prospectus prévues par la présente loi, et classer les émetteurs en catégories ou en sous-catégories.
 16. Varying the application of this Act to establish procedures for or requirements in respect of the preparation and filing of preliminary prospectuses and prospectuses and the issuing of receipts therefor that facilitate or ex-
 16. Modifier l'application de la présente loi afin d'établir, relativement à la préparation et au dépôt des prospectus provisoires et des prospectus ainsi qu'à la délivrance d'accusés de réception de ceux-ci, des procédures ou des

pedite the distribution of securities or the issuing of the receipts, including,

- i. requirements in respect of distribution of securities by means of a prospectus incorporating other documents by reference,
 - ii. requirements in respect of distribution of securities by means of a simplified or summary prospectus,
 - iii. requirements in respect of distribution of securities on a continuous or delayed basis,
 - iv. requirements in respect of pricing of distributions of securities after the issuance of a receipt for the prospectus filed in relation thereto, and
 - v. procedures for the issuing of receipts for prospectuses after expedited or selective review thereof.
17. Prescribing requirements for the escrow of securities in connection with distributions.
 18. Designating activities, including the use of documents or advertising, in which registrants or issuers are permitted to engage or are prohibited from engaging in connection with distributions.
 19. Prescribing which distributions and trading in relation to the distributions are distributions and trading outside Ontario.
 20. Providing for exemptions from the prospectus requirements under this Act and for the removal of exemptions from those requirements.
 21. Prescribing the circumstances in which the Director must refuse to issue a receipt for a prospectus and prohibiting the Director from issuing a receipt in those circumstances.
 22. Prescribing requirements in respect of the preparation and dissemination and other use, by reporting issuers, of documents providing for continuous disclosure that are in addition to the

exigences qui facilitent ou accélèrent le placement de valeurs mobilières ou la délivrance d'accusés de réception, notamment :

- i. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières au moyen d'un prospectus incorporant d'autres documents par renvoi,
 - ii. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières au moyen d'un prospectus simplifié ou abrégé,
 - iii. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières sur une base continue ou différée,
 - iv. des exigences relatives à l'établissement du prix des placements de valeurs mobilières après la délivrance d'un accusé de réception du prospectus déposé à leur égard,
 - v. des procédures relatives à la délivrance d'accusés de réception de prospectus après leur examen accéléré ou sélectif.
17. Prescrire les exigences relatives à l'entiercement de valeurs mobilières dans le cadre de placements.
 18. Désigner des activités, notamment l'utilisation de documents ou d'annonces publicitaires, que les personnes ou compagnies inscrites ou les émetteurs sont autorisés à exercer ou qu'il leur est interdit d'exercer dans le cadre de placements.
 19. Prescrire quels placements et quelles opérations rattachées aux placements constituent des placements et des opérations effectués à l'extérieur de l'Ontario.
 20. Prévoir des dispenses relatives aux exigences applicables aux prospectus qui sont prévues par la présente loi, et prévoir le retrait des dispenses relatives à ces exigences.
 21. Prescrire les circonstances dans lesquelles le directeur doit refuser d'accuser réception d'un prospectus, et lui interdire d'en accuser réception dans ces circonstances.
 22. Prescrire, relativement à la préparation, à la diffusion et à toute autre utilisation de documents par les émetteurs assujettis, des obligations d'information continue qui s'ajoutent aux obligations prévues par la présente loi,

- requirements under this Act, including requirements in respect of,
- i. an annual report,
 - ii. an annual information form, and
 - iii. supplemental analysis of financial statements.
23. Exempting reporting issuers from any requirement of Part XVIII (Continuous Disclosure),
- i. if the requirement conflicts with a requirement of the laws of the jurisdiction under which the reporting issuers are incorporated, organized or continued,
 - ii. if the reporting issuers ordinarily distribute financial information to holders of their securities in a form, or at times, different from those required by Part XVIII, or
 - iii. under circumstances that the Commission considers justify the exemption.
24. Requiring issuers or other persons and companies to comply, in whole or in part, with Part XVIII (Continuous Disclosure), or rules made under paragraph 22.
25. Prescribing requirements in respect of financial accounting, reporting and auditing for purposes of this Act, the regulations and the rules, including,
- i. defining accounting principles and auditing standards acceptable to the Commission,
 - ii. financial reporting requirements for the preparation and dissemination of future-oriented financial information and *pro forma* financial statements,
 - iii. standards of independence and other qualifications for auditors,
 - iv. requirements respecting a change in auditors by a reporting issuer or a registrant, and
 - v. requirements respecting a change in the financial year of an issuer
- notamment à l'égard des documents suivants :
- i. les rapports annuels,
 - ii. les notices annuelles,
 - iii. les analyses supplémentaires des états financiers.
23. Dispenser les émetteurs assujettis d'une exigence prévue à la partie XVIII (Information continue) :
- i. soit si l'exigence est incompatible avec une exigence des lois émanant de l'autorité législative du ressort où les émetteurs assujettis sont constitués en personne morale, organisés ou maintenus,
 - ii. soit si les émetteurs assujettis communiquent habituellement des renseignements de nature financière aux détenteurs de leurs valeurs mobilières d'une façon ou à des époques différentes de celles exigées par la partie XVIII,
 - iii. soit dans des circonstances où la Commission estime qu'il est justifié d'accorder la dispense.
24. Obliger les émetteurs ou d'autres personnes et compagnies à se conformer, en totalité ou en partie, à la partie XVIII (Information continue) ou aux règles établies en application de la disposition 22.
25. Prescrire les exigences relatives à la comptabilité générale, à l'information financière et à la vérification des états financiers pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, et notamment :
- i. définir les principes comptables et les normes de vérification que la Commission juge acceptables,
 - ii. prescrire les exigences relatives à l'information financière qui sont applicables à la préparation et à la diffusion des informations financières prospectives et des états financiers *pro forma*,
 - iii. prescrire les normes d'indépendance et les autres qualités requises des vérificateurs,
 - iv. prescrire les exigences relatives aux changements de vérificateurs par un émetteur assujetti ou une personne ou compagnie inscrite,
 - v. prescrire les exigences relatives aux changements dans l'exercice

or in an issuer's status as a reporting issuer under this Act.

26. Prescribing requirements for the validity and solicitation of proxies.
27. Providing for the application of Part XVIII (Continuous Disclosure) and Part XIX (Proxies and Proxy Solicitation) in respect of registered holders or beneficial owners of voting securities or equity securities of reporting issuers or other persons or companies on behalf of whom the securities are held, including requirements for reporting issuers, recognized clearing agencies, registered holders, registrants and other persons or companies who hold securities on behalf of persons or companies but who are not the registered holders.
28. Regulating take-over bids, issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions, including,
- i. providing for exemptions, in addition to those set out in subsections 93 (1) and (3), or removing any exemption set out in those subsections,
 - ii. providing for exemptions from section 94 or removing any exemption set out in that section,
 - iii. varying the requirements set out in section 95,
 - iv. providing exemptions from section 101,
 - v. prescribing requirements in respect of issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions, for disclosure, valuations, review by independent committees of boards of directors and approval by minority security holders, and

d'un émetteur ou dans la qualité d'un émetteur à titre d'émetteur assujéti aux termes de la présente loi.

26. Prescrire les exigences relatives à la validité et à la sollicitation de procurations.
27. Prévoir l'application de la partie XVIII (Information continue) et de la partie XIX (Procurations et sollicitations de procurations) à l'égard des détenteurs inscrits ou des propriétaires bénéficiaires de valeurs mobilières avec droit de vote ou de valeurs mobilières participantes d'émetteurs assujéti ou à l'égard des autres personnes ou compagnies pour le compte desquelles les valeurs mobilières sont détenues, notamment les exigences applicables aux émetteurs assujéti, aux agences de compensation reconnues, aux détenteurs inscrits, aux personnes ou compagnies inscrites et aux autres personnes ou compagnies qui détiennent des valeurs mobilières pour le compte de personnes ou de compagnies mais qui n'en sont pas les détenteurs inscrits.
28. Réglementer les offres d'achat visant à la mainmise, les offres de l'émetteur, les offres d'initié, les transformations en compagnie fermée et les opérations entre personnes apparentées, et notamment :
- i. prévoir des dispenses, en plus de celles qui sont prévues aux paragraphes 93 (1) et (3), ou retirer des dispenses prévues à ces paragraphes,
 - ii. prévoir des dispenses de l'application de l'article 94 ou retirer des dispenses prévues à cet article,
 - iii. modifier les exigences prévues à l'article 95,
 - iv. prévoir des dispenses de l'application de l'article 101,
 - v. prescrire les exigences relatives aux offres de l'émetteur, aux offres d'initié, aux transformations en compagnie fermée et aux opérations entre personnes apparentées en matière d'information, d'évaluation, d'examen par des comités indépendants des conseils d'administration et d'approbation par les détenteurs de valeurs mobilières minoritaires,

- vi. prescribing requirements respecting defensive tactics in connection with take-over bids.
29. Providing for exemptions from any requirement of section 76 or from liability under section 134 and prescribing standards or criteria for determining when a material fact or material change has been generally disclosed.
 30. Providing for exemptions from any requirement of Part XXI (Insider Trading and Self-Dealing).
 31. Regulating mutual funds or non-redeemable investment funds and the distribution and trading of the securities of the funds, including,
 - i. varying the application of Part XV (Prospectuses—Distribution) or XVIII (Continuous Disclosure) by prescribing additional disclosure requirements in respect of the funds and requiring or permitting the use of particular forms or types of additional offering or other documents in connection with the funds,
 - ii. prescribing permitted investment policy and investment practices for the funds and prohibiting or restricting certain investments or investment practices for the funds,
 - iii. prescribing requirements governing the custodianship of assets of the funds,
 - iv. prescribing minimum initial capital requirements for any of the funds making a distribution and prohibiting or restricting the reimbursement of costs in connection with the organization of a fund,
 - v. prescribing matters affecting any of the funds that require the approval of security holders of the fund, the Commission or the Director, including, in the case of security holders, the level of approval,
- vi. prescrire les exigences relatives aux mesures défensives dans le cadre des offres d'achat visant à la mainmise.
29. Prévoir des dispenses de l'application des dispositions de l'article 76 ou de la responsabilité visée à l'article 134, et prescrire les normes ou les critères servant à déterminer si un fait important ou un changement important a été divulgué au public.
 30. Prévoir des dispenses relatives aux exigences de la partie XXI (Opérations d'initié et transactions internes).
 31. Réglementer les fonds mutuels ou les fonds d'investissement à capital fixe, le placement des valeurs mobilières de ces fonds ainsi que les opérations sur ces valeurs, et notamment :
 - i. modifier l'application de la partie XV (Prospectus—placement) ou de la partie XVIII (Information continue) en prescrivant des obligations d'information supplémentaires à l'égard des fonds et en exigeant ou en permettant l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou autres documents supplémentaires relativement aux fonds,
 - ii. prescrire la politique et les pratiques en matière d'investissement qui sont autorisées dans le cas des fonds, et interdire ou restreindre certains investissements ou certaines pratiques en matière d'investissement,
 - iii. prescrire les exigences régissant la garde des éléments d'actif des fonds,
 - iv. prescrire le montant minimal de capital initial que doivent avoir les fonds qui effectuent un placement, et interdire ou restreindre le remboursement des frais reliés à l'organisation d'un fonds,
 - v. prescrire les questions concernant un fonds qui exigent l'approbation des détenteurs de valeurs mobilières du fonds, de la Commission ou du directeur, notamment, dans le cas des détenteurs de valeurs mobilières, le niveau d'approbation nécessaire,

- vi. prescribing requirements in respect of the calculation of the net asset value of mutual funds,
 - vii. prescribing requirements in respect of the content and use of sales literature, sales communications or advertising relating to the funds or the securities of funds,
 - viii. designating mutual funds as private mutual funds and prescribing requirements for private mutual funds,
 - ix. respecting sales charges imposed by a distribution company or contractual plan service company under a contractual plan on purchasers of shares or units of a mutual fund, and commissions or sales incentives to be paid to registrants in connection with the securities of a mutual fund,
 - x. prescribing the circumstances in which a planholder under a contractual plan has the right to withdraw from the contractual plan, and
 - xi. prescribing procedures applicable to mutual funds, registrants and any other person or company in respect of sales and redemptions of mutual fund securities and payments for sales and redemptions.
32. Respecting fees payable by an issuer to an adviser as consideration for investment advice, alone or together with administrative or management services provided to a mutual fund or non-redeemable investment fund.
33. Prescribing requirements relating to the qualification of a registrant to act as an adviser to a mutual fund or non-redeemable investment fund.
34. Regulating commodity pools, including,
- i. varying the application of Part XV (Prospectuses—Distribution) or XVIII (Continuous Disclosure)
- vi. prescrire les exigences relatives au calcul de la valeur liquidative des fonds mutuels,
 - vii. prescrire les exigences relatives au contenu et à l'utilisation de documentation commerciale, de communications commerciales ou d'annonces publicitaires concernant les fonds ou leurs valeurs mobilières,
 - viii. désigner des fonds mutuels comme fonds mutuels fermés et prescrire les exigences applicables à ceux-ci,
 - ix. traiter des frais de vente imposés par une compagnie de placement ou une compagnie de service de plans à versements périodiques en vertu d'un plan à versements périodiques aux acheteurs des actions ou des parts d'un fonds mutuel, ainsi que des commissions ou des primes de vente à payer aux personnes ou compagnies inscrites relativement aux valeurs mobilières d'un fonds mutuel,
 - x. prescrire les circonstances dans lesquelles le souscripteur d'un plan à versements périodiques a le droit de s'en retirer,
 - xi. prescrire les procédures applicables aux fonds mutuels, aux personnes ou compagnies inscrites et aux autres personnes ou compagnies relativement aux ventes et aux rachats des valeurs mobilières des fonds mutuels et aux paiements pour les ventes et les rachats.
32. Traiter des honoraires payables par un émetteur à un conseiller en contrepartie de conseils en matière d'investissement et des services administratifs ou de gestion qui peuvent s'y ajouter, fournis à un fonds mutuel ou à un fonds d'investissement à capital fixe.
33. Prescrire les exigences relatives aux qualités requises d'une personne ou compagnie inscrite pour qu'elle puisse agir à titre de conseiller d'un fonds mutuel ou d'un fonds d'investissement à capital fixe.
34. Réglementer les fonds du marché à terme, et notamment :
- i. modifier l'application de la partie XV (Prospectus—placement) ou de la partie XVIII (Informa-

- to prescribe additional disclosure requirements in respect of commodity pools and requiring or permitting the use of particular forms or types of additional offering or other documents in connection with commodity pools,
- ii. prescribing requirements in respect of, or in relation to, promoters, advisers, persons and companies who administer or participate in the administration of the affairs of commodity pools,
 - iii. prescribing standards in relation to the suitability of investors in commodity pools,
 - iv. prohibiting or restricting the payment of fees, commissions or compensation by commodity pools or holders of securities of commodity pools and restricting the reimbursement of costs in connection with the organization of commodity pools,
 - v. prescribing requirements with respect to the voting rights of security holders, and
 - vi. prescribing requirements in respect of the redemption of securities of a commodity pool.
35. Regulating or varying this Act in respect of derivatives, including,
- i. providing exemptions from any requirement of this Act,
 - ii. prescribing disclosure requirements and requiring or prohibiting the use of particular forms or types of offering documents or other documents, and
 - iii. prescribing requirements that apply to mutual funds, non-redeemable investment funds, commodity pools or other issuers.
36. Varying the application of this Act to foreign issuers to facilitate distributions, compliance with requirements applicable or relating to reporting issuers and the making of take-over bids, issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions where the foreign issuers
- tion continue) afin de prescrire des obligations d'information supplémentaires à l'égard des fonds du marché à terme, et exiger ou permettre l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou autres documents supplémentaires relativement aux fonds,
- ii. prescrire les exigences relatives aux promoteurs, aux conseillers, aux personnes et aux compagnies qui administrent les affaires des fonds du marché à terme ou qui prennent part à leur administration,
 - iii. prescrire les normes servant à établir si les fonds du marché à terme conviennent aux investisseurs,
 - iv. interdire ou restreindre le paiement d'honoraires, de commissions ou de rémunération par les fonds du marché à terme ou les détenteurs de valeurs mobilières de tels fonds, et restreindre le remboursement des frais reliés à l'organisation de ces fonds,
 - v. prescrire les exigences relatives aux droits de vote des détenteurs de valeurs mobilières,
 - vi. prescrire les exigences relatives au rachat des valeurs mobilières d'un fonds du marché à terme.
35. Réglementer les produits dérivés ou modifier l'application de la présente loi à leur égard, et notamment :
- i. prévoir des dispenses des exigences de la présente loi,
 - ii. prescrire des obligations d'information et exiger ou interdire l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou d'autres documents,
 - iii. prescrire les exigences qui s'appliquent aux fonds mutuels, aux fonds d'investissement à capital fixe, aux fonds du marché à terme ou aux autres émetteurs.
36. Modifier l'application de la présente loi dans le cas des émetteurs étrangers en vue de faciliter les placements, le respect des exigences applicables ou relatives aux émetteurs assujettis et les offres d'achat visant à la mainmise, les offres de l'émetteur, les offres d'initié, les transformations en compa-

are subject to requirements of the laws of other jurisdictions that the Commission considers are adequate in light of the purposes and principles of this Act.

37. Regulating labour sponsored investment fund corporations registered under Part III (Labour Sponsored Investment Fund Corporations) of the *Labour Sponsored Venture Capital Corporations Act, 1992*, and the distribution and trading of the securities of the corporations and varying the application of this Act in respect of the corporations and,
- i. prescribing proficiency requirements that apply in respect of registrants trading in securities of the corporations,
 - ii. requiring or prohibiting the use of particular forms or types of offering documents for or in respect of the securities of the corporations,
 - iii. prescribing disclosure requirements for or in respect of the securities of the corporations,
 - iv. exempting the corporations from specified requirements or restrictions that ordinarily apply to or in respect of mutual funds, and
 - v. prescribing insider reporting requirements for or in respect of the corporations.
38. Prescribing requirements in respect of reverse take-overs including requirements for disclosure that are substantially equivalent to that provided by a prospectus.
39. Requiring or respecting the media, format, preparation, form, content, execution, certification, dissemination and other use, filing and review of all documents required under or governed by this Act, the regulations or the rules and all documents determined by the regulations or the rules to be ancillary to the documents, including,
- gnie fermée et les opérations entre personnes apparentées, lorsque les émetteurs étrangers sont soumis aux exigences des lois d'autres autorités législatives que la Commission estime adéquates compte tenu des objets et des principes de la présente loi.
37. Réglementer les fonds d'investissement des travailleurs inscrits aux termes de la partie III (Fonds d'investissement des travailleurs) de la *Loi de 1992 sur les corporations à capital de risque de travailleurs*, le placement des valeurs mobilières de ces fonds ainsi que les opérations sur ces valeurs, modifier l'application de la présente loi à l'égard de ces fonds et :
- i. prescrire les normes de compétence qui s'appliquent aux personnes ou compagnies inscrites qui effectuent des opérations sur les valeurs mobilières de ces fonds,
 - ii. exiger ou interdire l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre pour les valeurs mobilières de ces fonds ou à l'égard de celles-ci,
 - iii. prescrire des obligations d'information pour les valeurs mobilières de ces fonds ou à l'égard de celles-ci,
 - iv. dispenser ces fonds d'exigences ou de restrictions précises qui s'appliquent ordinairement aux fonds mutuels ou à l'égard de ceux-ci,
 - v. prescrire les exigences concernant les déclarations d'initiés pour ces fonds ou à l'égard de ceux-ci.
38. Prescrire les exigences relatives aux prises de contrôle inversées, notamment des obligations d'information qui sont sensiblement équivalentes à celles que doivent respecter les prospectus.
39. Exiger ou prévoir le support, le format, la préparation, la forme, le contenu, l'exécution, la certification, la diffusion et autres utilisations, le dépôt et l'examen de tous les documents qu'exigent ou que régissent la présente loi, les règlements ou les règles, ainsi que de tous les documents qui sont, selon les règlements ou les règles, accessoires à ces documents, notamment :

- i. applications for registration and other purposes,
 - ii. preliminary prospectuses and prospectuses,
 - iii. interim financial statements and financial statements,
 - iv. proxies and information circulars, and
 - v. take-over bid circulars, issuer bid circulars and directors' circulars.
40. Respecting the designation or recognition of any person, company or jurisdiction if advisable for purposes of this Act, including,
- i. recognizing stock exchanges, self-regulatory organizations and clearing agencies,
 - ii. designating, for purposes of subsection 88 (1), the jurisdictions whose requirements are substantially similar to the requirements of Part XIX (Proxies and Proxy Solicitation), and
 - iii. designating a person or company for the purpose of the definition of "market participant".
41. Respecting the conduct of the Commission and its employees in relation to duties and responsibilities and discretionary powers under this Act, including,
- i. the conduct of investigations and examinations carried out under Part VI (Investigations and Examinations), and
 - ii. the conduct of hearings.
42. Establishing conditions for any exemption that the Commission is authorized to give by subsection 46 (4) or 190 (6) or section 113 of the *Business Corporations Act* and, despite those provisions, dispensing with applications for exemption when the conditions are met.
43. Prescribing the fees payable to the Commission, including those for filing, for applications for registration or exemptions, for trades in securities, in respect of audits made by the Commission, and in connection with the
- i. les demandes d'inscription et autres,
 - ii. les prospectus provisoires et les prospectus,
 - iii. les états financiers périodiques et les états financiers,
 - iv. les procurations et les circulaires d'information,
 - v. les circulaires d'offre d'achat visant à la mainmise, les circulaires d'offre de l'émetteur et les circulaires de la direction.
40. Traiter de la désignation ou de la reconnaissance de toute personne, compagnie ou autorité législative, lorsque cela est indiqué pour l'application de la présente loi, et notamment :
- i. reconnaître les Bourses, les organismes d'autoréglementation et les agences de compensation,
 - ii. désigner, pour l'application du paragraphe 88 (1), les autorités législatives dont les exigences sont sensiblement semblables à celles de la partie XIX (Procurations et sollicitations de procurations),
 - iii. désigner une personne ou une compagnie pour l'application de la définition de «participant au marché».
41. Traiter de la conduite de la Commission et de ses employés quant aux fonctions, aux responsabilités et aux pouvoirs discrétionnaires prévus par la présente loi, notamment :
- i. la tenue des enquêtes et des examens effectués aux termes de la partie VI (Enquêtes et examens),
 - ii. le déroulement des audiences.
42. Établir les conditions applicables aux dispenses que la Commission est autorisée à accorder en vertu du paragraphe 46 (4) ou 190 (6) ou de l'article 113 de la *Loi sur les sociétés par actions* et, malgré ces dispositions, exempter de la présentation de demandes de dispense lorsque les conditions sont remplies.
43. Prescrire les droits payables à la Commission, notamment les droits de dépôt, les droits à verser avec une demande d'inscription ou de dispense, les droits d'opérations sur valeurs mobilières, les droits relatifs aux vérifica-

	administration of Ontario securities law.	tions effectuées par la Commission et les droits relatifs à l'application du droit ontarien des valeurs mobilières.	
	44. Varying the application of this Act to permit or require the use of an electronic or computer-based system for the filing, delivery or deposit of,	44. Modifier l'application de la présente loi pour permettre ou exiger l'utilisation d'un système électronique ou informatisé pour le dépôt ou la remise :	
	i. documents or information required under or governed by this Act, the regulations or rules, and	i. des documents ou renseignements exigés ou régis par la présente loi, les règlements ou les règles,	
	ii. documents determined by the regulations or rules to be ancillary to documents required under or governed by this Act, the regulations or rules.	ii. des documents qui, selon les règlements ou les règles, sont accessoires aux documents exigés ou régis par la présente loi, les règlements ou les règles.	
	45. Establishing requirements for and procedures in respect of the use of an electronic or computer-based system for the filing, delivery or deposit of documents or information.	45. Fixer les exigences relatives à l'utilisation d'un système électronique ou informatisé pour le dépôt ou la remise des documents ou des renseignements, ainsi que la procédure à suivre à cet égard.	
	46. Prescribing the circumstances in which persons or companies shall be deemed to have signed or certified documents on an electronic or computer-based system for any purpose of this Act.	46. Prescrire les circonstances dans lesquelles des personnes ou des compagnies sont réputées, pour l'application de la présente loi, avoir signé ou certifié conformes des documents qui se trouvent dans un système électronique ou informatisé.	
Regulations	(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in respect of,	(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :	Règlements
	(a) any matter in respect of which the Commission may make rules, with necessary modifications; and	a) traiter des questions à l'égard desquelles la Commission peut établir des règles, avec les adaptations nécessaires;	
	(b) any matter advisable for carrying out the purposes of this Act.	b) traiter des questions utiles à la réalisation des objets de la présente loi.	
Revoking regulations	(3) Subject to the approval of the Minister, the Commission may make a regulation that revokes any provision of a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under this Act that has been identified by the Commission for the purposes of the notice and comment process as conflicting with a rule made by the Commission.	(3) Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission peut, par règlement, abroger une disposition d'un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application de la présente loi si, aux fins de la procédure relative aux avis et aux commentaires, la Commission a déterminé que cette disposition est incompatible avec une règle qu'elle a établie.	Abrogation de règlements
Effective date	(4) A regulation made under subsection (3) cannot come into force or have effect before the conflicting rule comes into force.	(4) Le règlement pris en application du paragraphe (3) ne peut entrer en vigueur ni prendre effet avant la règle incompatible.	Entrée en vigueur
Retroactive	(5) Subject to subsection (4), a regulation made under subsection (3), if it so provides, is effective with reference to a period before it was filed.	(5) Sous réserve du paragraphe (4), le règlement pris en application du paragraphe (3) qui comporte une disposition en ce sens a un effet rétroactif.	Effet rétroactif
Incorporation by reference	(6) A regulation or rule authorized by this section may incorporate by reference, in whole or in part, any standard, procedure or guideline and may require compliance with	(6) Les règlements ou les règles qui sont permis par le présent article peuvent incorporer par renvoi, en totalité ou en partie, toute norme, procédure ou ligne directrice et exi-	Incorporation par renvoi

	any standard, procedure or guideline adopted.	ger le respect de toute norme, procédure ou ligne directrice ainsi adoptée.	
Classes	(7) Regulations or rules in respect of registrants, issuers, other persons or companies, securities, trades, or other matters or things, may be made in respect of any class or category of registrants, issuers, other persons or companies, securities, trades or other matters or things.	(7) Les règlements qui sont pris ou les règles qui sont établies au sujet des personnes ou des compagnies inscrites, des émetteurs, des autres personnes ou compagnies, des valeurs mobilières, des opérations ou d'autres questions ou choses peuvent porter sur une catégorie de ceux-ci.	Catégories
Scope	(8) A regulation or a rule may be general or particular in its application, may be limited as to time or place or both and may exclude any place from the application of the regulation or rule.	(8) Les règlements ou les règles peuvent avoir une portée générale ou particulière, avoir une portée restreinte quant au temps et au lieu ou à l'un d'eux et exclure un lieu quelconque de leur champ d'application.	Champ d'application
Exemptions	(9) A regulation or rule may authorize the Commission or the Director to grant an exemption to it.	(9) Les règlements ou les règles peuvent autoriser la Commission ou le directeur à accorder une dispense de leur application.	Dispense
Same	(10) An exemption or a removal of an exemption, (a) may be granted or made in whole or in part; and (b) may be granted or made subject to conditions or restrictions.	(10) Une dispense ou le retrait d'une dispense peut : a) être total ou partiel; b) être assujéti à des conditions ou à des restrictions.	Idem
<i>Regulations Act does not apply</i>	(11) The <i>Regulations Act</i> does not apply to the rules.	(11) La <i>Loi sur les règlements</i> ne s'applique pas aux règles.	Non-application de la <i>Loi sur les règlements</i>
Same	(12) A regulation made under subsection (3) is subject to the <i>Regulations Act</i> .	(12) Les règlements pris en application du paragraphe (3) sont assujéti à la <i>Loi sur les règlements</i> .	Idem
L.G. in C. prevails	(13) If there is a conflict or an inconsistency between a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under this Act and a rule, the regulation prevails but in all other respects a rule has the same force and effect as a regulation.	(13) En cas d'incompatibilité entre un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application de la présente loi et une règle, le règlement l'emporte. Toutefois, une règle a la même valeur et le même effet qu'un règlement à tous autres égards.	Prépondérance des règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil
Deemed rules	143.1 (1) Every order and ruling of the Commission and every policy relating to an order or ruling that is listed in the Schedule shall be deemed to be a rule validly made under this Act and to have come into force on the day this section comes into force.	143.1 (1) Les ordonnances et les décisions de la Commission, ainsi que les politiques se rapportant à une ordonnance ou à une décision, qui sont énumérées à l'annexe sont réputées constituer des règles établies valablement en application de la présente loi et être entrées en vigueur le même jour que le présent article.	Ordonnances et décisions réputées des règles
Amended orders or rulings	(2) For the purposes of subsection (1), a reference to an order, ruling or policy, whether or not it is referred to in the Schedule as amended, is a reference to the order, ruling or policy as it existed on November 16, 1994.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), la mention d'une ordonnance, d'une décision ou d'une politique, que l'annexe la mentionne ou non comme étant modifiée, constitue la mention de l'ordonnance, de la décision ou de la politique telle qu'elle existait le 16 novembre 1994.	Ordonnances ou décisions modifiées
Revocation	(3) Every rule that became a rule by virtue of subsection (1) is revoked on the second anniversary of the day on which this section comes into force.	(3) Les règles qui deviennent des règles par l'effet du paragraphe (1) sont abrogées deux ans après l'entrée en vigueur du présent article.	Abrogation

Publication	<p>143.2 (1) The Commission shall publish in its Bulletin notice of every rule that it proposes to make under section 143.</p>	<p>143.2 (1) La Commission publie dans son bulletin un avis des règles qu'elle se propose d'établir en application de l'article 143.</p>	Publication
Notice	<p>(2) The notice must include the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The proposed rule. 2. A statement of the substance and purpose of the proposed rule. 3. A summary of the proposed rule. 4. A reference to the authority under which the rule is proposed. 5. A discussion of all alternatives to the proposed rule that were considered by the Commission and the reasons for not proposing the adoption of the alternatives considered. 6. A reference to any significant unpublished study, report or other written materials on which the Commission relies in proposing the rule. 7. A description of the anticipated costs and benefits of the proposed rule. 8. A reference to every regulation or provision in a regulation to be revoked because it conflicts with the proposed rule. 	<p>(2) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet de règle. 2. L'énoncé de la substance et de l'objet du projet de règle. 3. Un résumé du projet de règle. 4. Un renvoi à la disposition habilitante en vertu de laquelle la règle est proposée. 5. L'exposé de toutes les solutions de rechange au projet de règle que la Commission a examinées et les raisons pour ne pas en avoir proposé l'adoption. 6. Un renvoi aux études, rapports ou autres pièces écrites d'importance, mais non publiés, sur lesquels la Commission se fonde pour proposer la règle. 7. La description des coûts et avantages prévus du projet de règle. 8. Un renvoi à chaque règlement ou disposition de règlement qui sera abrogé pour cause d'incompatibilité avec le projet de règle. 	Avis
Exception	<p>(3) The Commission does not have to make reference to written material that, in the opinion of the Commission, should be held in confidence because it discloses intimate financial, personal or other information and the desirability of avoiding disclosure of the substance of it or its existence in the interests of any person or company affected outweighs the desirability of making it or knowledge of its existence available to the public.</p>	<p>(3) La Commission n'est pas tenue de faire un renvoi aux pièces écrites dont, à son avis, le caractère confidentiel devrait être protégé parce qu'elles contiennent des renseignements d'ordre privé, notamment d'ordre financier ou personnel, et que l'importance d'en garder la substance et l'existence secrets dans l'intérêt des personnes ou des compagnies visées l'emporte sur l'importance de permettre au public de les consulter ou d'être informé de leur existence.</p>	Exception
Representations	<p>(4) Upon publication of a notice under subsection (1), the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the proposed rule within a period of at least 90 days after the publication.</p>	<p>(4) Lors de la publication de l'avis visé au paragraphe (1), la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le projet de règle, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans un délai d'au moins 90 jours suivant la publication.</p>	Observations
Exceptions to notice requirement	<p>(5) Publication of a notice is not required if,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) all persons and companies who would be subject to the proposed rule are named, the information set out in subsection (2) is sent to each of them and they and any other person or company whose interests are likely to be substantially affected by the proposed rule are given an opportunity to make 	<p>(5) La publication d'un avis n'est pas exigée dans les cas suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) toutes les personnes et compagnies qui seraient assujetties au projet de règle sont nommées, les renseignements énoncés au paragraphe (2) sont envoyés à chacune d'elles et celles-ci, ainsi que toute autre personne ou compagnie dont les intérêts seront vraisemblablement touchés considérablement par le projet de règle, ont l'occa- 	Exceptions à l'obligation de publier un avis

written representations with respect to it;

- (b) the proposed rule grants an exemption or removes a restriction and is not likely to have a substantial effect on the interests of persons or companies other than those who benefit under it;
- (c) what is proposed is only an amendment that does not materially change an existing rule;
- (d) the Commission,
 - (i) believes that there is an urgent need for the proposed rule and that, without it, there is a substantial risk of material harm to investors or to the integrity of the capital markets, and
 - (ii) has the approval of the Minister to make the rule without publication of notice; or
- (e) the proposed rule remakes an order, ruling or policy that was deemed to be a rule by the operation of section 143.1 without materially changing the effect or intent of the rule.

sion de présenter des observations écrites;

- b) le projet de règle accorde une dispense ou supprime une restriction et n'aura vraisemblablement pas un effet considérable sur les intérêts de personnes ou de compagnies autres que celles qui en retirent un avantage;
- c) le projet ne fait qu'apporter une modification qui ne change pas de façon importante une règle existante;
- d) la Commission :
 - (i) d'une part, croit que le projet de règle répond à un besoin urgent et que, sans celle-ci, les investisseurs ou l'intégrité des marchés financiers risqueraient fortement de subir un préjudice important,
 - (ii) d'autre part, a reçu l'approbation du ministre pour établir la règle sans publier d'avis;
- e) le projet de règle reprend une ordonnance, une décision ou une politique qui était réputée une règle par l'effet de l'article 143.1 sans changer de façon importante ni l'effet ni l'objet de la règle.

Publication

(6) When a rule to which clause (5) (d) applies comes into force, the Commission shall publish in its Bulletin a statement setting out the substance and purpose of the rule and the nature of the urgency and the risk.

(6) Lors de l'entrée en vigueur d'une règle à laquelle s'applique l'alinéa (5) d), la Commission publie dans son bulletin une déclaration exposant la substance et l'objet de la règle ainsi que la nature de l'urgence et du risque.

Publication

Changes to proposal

(7) If, following publication of the notice and consideration of the submissions, the Commission proposes material changes to the proposed rule, the Commission shall publish in its Bulletin notice of the proposed changes.

(7) Si, après publication de l'avis et examen des observations, la Commission se propose d'apporter des changements importants au projet de règle, elle publie dans son bulletin un avis des changements proposés.

Changements apportés au projet

Notice

- (8) The notice must include the following:
1. The proposed rule with the changes incorporated.
 2. A concise statement of the purpose of the changes.
 3. The reasons for the changes.

- (8) L'avis doit comprendre les éléments suivants :
1. Le projet de règle auquel ont été intégrés les changements.
 2. Un bref énoncé de l'objet des changements.
 3. Les motifs des changements.

Avis

Representations re changes

(9) Upon publication of a notice of changes, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the changes within such period as the Commission considers appropriate.

(9) Lors de la publication de l'avis de changements, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur les changements, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans le délai qu'elle juge approprié.

Observations sur les changements

Making rule

(10) In cases where a notice and comment process is required, the Commission may make the rule only at the end of the notice

(10) Dans les cas où la procédure relative aux avis et aux commentaires est exigée, la Commission peut uniquement établir la règle

Établissement de la règle

	and comment process and after considering all representations made as a result of that process.	à la fin de la procédure et après examen des observations qui en résultent.	
Inspection of material	(11) Section 140 applies to all written representations made under this section as if they were material required to be filed.	(11) L'article 140 s'applique aux observations écrites présentées aux termes du présent article comme s'il s'agissait de pièces dont le dépôt est exigé.	Examen des pièces
Interpretation	(12) In this section and in section 143.3, "rule" includes an amendment to and a revocation of a rule.	(12) Dans le présent article et à l'article 143.3, «règle» s'entend en outre d'une modification apportée à une règle ou de son abrogation.	Interprétation
Delivery of rules to Minister	143.3 (1) The Commission must deliver to the Minister a copy of every rule made by it together with the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. A copy of the notices published under section 143.2, unless publication of notice was not required, and copies of all documents referred to in the notices. 2. A summary of the representations made and other documents submitted in respect of the rule as proposed. 3. All other material information that was considered by the Commission in connection with the making of the rule. 	143.3 (1) La Commission remet au ministre une copie de toutes les règles qu'elle établit ainsi que les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. Une copie des avis publiés aux termes de l'article 143.2, sauf si la publication n'était pas exigée, ainsi que de tous les documents mentionnés dans les avis. 2. Un résumé des observations présentées, ainsi que des autres documents soumis, à l'égard du projet de règle. 3. Tous les autres renseignements importants que la Commission a examinés dans le cadre de l'établissement de la règle. 	Remise des règles au ministre
Publication	(2) The Commission shall publish in its Bulletin every rule made by it as soon after the rule is made as practicable together with the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. The date on which a rule and the material required under subsection (1) were delivered to the Minister. 2. The date the rule is to come into force if an action is not taken by the Minister under subsection (3). 3. A statement of the substance and purpose of the rule. 4. A summary of the written comments received during the comment periods if notice and comment were required. 5. A statement of the Commission setting out its response to the significant issues and concerns brought to the attention of the Commission during the comment periods. 	(2) Aussitôt que possible après avoir établi une règle, la Commission la publie dans son bulletin avec les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. La date à laquelle la règle et les pièces exigées aux termes du paragraphe (1) ont été remises au ministre. 2. La date à laquelle la règle entrera en vigueur si le ministre ne prend aucune des mesures prévues au paragraphe (3). 3. L'énoncé de la substance et de l'objet de la règle. 4. Un résumé des commentaires écrits reçus au cours des périodes prévues à cette fin si des avis et des commentaires étaient exigés. 5. Une déclaration de la Commission exposant sa réponse aux questions et aux inquiétudes importantes qui ont été portées à son attention au cours des périodes prévues pour les commentaires. 	Publication
Action by Minister	(3) Within 60 days after a rule is delivered to the Minister, the Minister may, <ol style="list-style-type: none"> (a) approve the rule; (b) reject the rule; or 	(3) Dans les 60 jours qui suivent la remise d'une règle au ministre, celui-ci peut : <ol style="list-style-type: none"> a) soit approuver la règle; b) soit rejeter la règle; 	Mesures prises par le ministre

	(c) return it to the Commission for further consideration.	c) soit retourner la règle à la Commission pour réexamen.	
When rules effective	143.4 (1) A rule that is approved by the Minister comes into force 15 days after it is approved unless there is a later day specified in the rule in which case it comes into force on that later day.	143.4 (1) Les règles qu'approuve le ministre entrent en vigueur 15 jours après leur approbation ou à la date ultérieure qu'elles précisent.	Entrée en vigueur des règles
Same	(2) If the Minister does not approve a rule, reject it or return it to the Commission for further consideration and a coming into force day, (a) that is at least 75 days after the rule is delivered to the Minister is specified in the rule, the rule comes into force on the specified day; (b) is not specified in the rule, the rule comes into force on the 75th day after the rule is delivered to the Minister; or (c) that is within 75 days after the rule is delivered to the Minister is specified in the rule, the rule comes into force on the 75th day after the rule is delivered to the Minister.	(2) Si le ministre n'approuve pas la règle, ne la rejette pas ou ne la retourne pas à la Commission pour réexamen et qu'une date d'entrée en vigueur : a) qui suit d'au moins 75 jours la remise de la règle au ministre est précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur à cette date; b) n'est pas précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur le 75 ^e jour qui suit sa remise au ministre; c) qui suit de moins de 75 jours la remise de la règle au ministre est précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur le 75 ^e jour qui suit sa remise au ministre.	Idem
Same	(3) A rule that is returned to the Commission for further consideration cannot come into force until it is returned by the Commission to the Minister at which time this section applies as if the rule were delivered for the first time.	(3) La règle qui est retournée à la Commission pour réexamen ne peut entrer en vigueur avant que la Commission ne la retourne au ministre, auquel moment le présent article s'applique comme si la règle était remise pour la première fois.	Idem
Same	(4) A rule that is rejected by the Minister does not come into force.	(4) La règle que rejette le ministre n'entre pas en vigueur.	Idem
Same	(5) A rule to which clause 143.2 (5) (d) (urgency provision) applies that is approved by the Minister comes into force on the day it is published in the Commission's Bulletin.	(5) La règle à laquelle s'applique l'alinéa 143.2 (5) d) (besoin urgent) et qu'approuve le ministre entre en vigueur le jour de sa publication dans le bulletin de la Commission.	Idem
Revocation by operation of law	(6) Every rule to which clause 143.2 (5) (d) applies is revoked on the 275th day after it comes into force.	(6) Toute règle à laquelle s'applique l'alinéa 143.2 (5) d) est abrogée le 275 ^e jour qui suit son entrée en vigueur.	Abrogation par l'effet de la loi
Publication	(7) The Commission shall publish every rule that comes into force in <i>The Ontario Gazette</i> and in its Bulletin.	(7) La Commission publie chaque règle qui entre en vigueur dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> et dans son bulletin.	Publication
Deemed notice	(8) Every person or company affected by a rule shall be deemed to have notice of it when it is published in the Commission's Bulletin.	(8) Chaque personne ou compagnie touchée par une règle est réputée avoir été avisée de celle-ci lors de sa publication dans le bulletin de la Commission.	Avis réputé donné
Returned for consideration	143.5 (1) If the Minister returns a rule to the Commission for further consideration, the Minister may specify what is to be considered, the conditions that apply and the process to be followed.	143.5 (1) Si le ministre retourne une règle à la Commission pour réexamen, il peut préciser les points qui doivent être examinés, les conditions qui s'appliquent et la procédure à suivre.	Règle retournée pour réexamen
Same	(2) Subject to any instruction that the Commission receives under subsection (1), the Commission shall consider any rule returned to it in the manner and following the process that it feels is appropriate.	(2) Sous réserve des instructions qu'elle reçoit en vertu du paragraphe (1), la Commission examine les règles qui lui sont retournées de la manière et selon la procédure qu'elle juge appropriées.	Idem

Publication	<p>143.6 The Commission shall publish in its Bulletin notice of,</p> <p>(a) any action taken by the Minister under subsection 143.3 (3) in respect of every rule that the Commission has delivered to the Minister; and</p> <p>(b) any matters specified by the Minister under subsection 143.5 (1) to be considered.</p>	<p>143.6 La Commission publie dans son bulletin un avis :</p> <p>a) d'une part, des mesures prises par le ministre en vertu du paragraphe 143.3 (3) à l'égard de toute règle que lui a remise la Commission;</p> <p>b) d'autre part, de toute question que le ministre précise d'examiner en vertu du paragraphe 143.5 (1).</p>	Publication
Studies	<p>143.7 (1) The Minister may in writing require the Commission,</p> <p>(a) to study and make recommendations in respect of any matter of a general nature under or affecting this Act, the regulations or the rules; and</p> <p>(b) to consider making a rule in respect of a matter specified by the Minister.</p>	<p>143.7 (1) Le ministre peut exiger par écrit que la Commission :</p> <p>a) d'une part, étudie des questions de nature générale qui sont visées par la présente loi, les règlements ou les règles, ou qui ont une incidence sur ceux-ci, et fasse des recommandations à leur égard;</p> <p>b) d'autre part, examine la possibilité d'établir une règle sur une question qu'il précise.</p>	Études
Publication	<p>(2) The Commission shall publish in its Bulletin notice of every requirement from the Minister made under subsection (1).</p>	<p>(2) La Commission publie dans son bulletin un avis de toutes les exigences imposées par le ministre en vertu du paragraphe (1).</p>	Publication
Notice	<p>(3) The notice must include the following:</p> <p>1. A statement of the substance of the requirement.</p> <p>2. A reference to every unpublished study, report or other written materials provided to the Commission by the Minister other than materials that the Minister has asked the Commission to treat as confidential.</p>	<p>(3) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <p>1. L'énoncé de la substance de l'exigence.</p> <p>2. Un renvoi aux études, rapports ou autres pièces écrites non publiés que le ministre a fournis à la Commission, à l'exclusion des pièces dont il a demandé à la Commission de protéger le caractère confidentiel.</p>	Avis
Policy	<p>143.8 (1) In this Act, "policy" means a written statement of the Commission of,</p> <p>(a) principles, standards, criteria or factors that relate to a decision or exercise of a discretion by the Commission or the Director under this Act, the regulations or the rules;</p> <p>(b) the manner in which a provision of this Act, the regulations or the rules is interpreted or applied by the Commission or the Director;</p> <p>(c) the practices generally followed by the Commission or the Director in the performance of duties and responsibilities under this Act; and</p> <p>(d) something that is not of a legislative nature.</p>	<p>143.8 (1) Dans la présente loi, «politique» s'entend d'une déclaration écrite de la Commission énonçant l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <p>a) les principes, les normes, les critères ou les facteurs qui se rapportent à la prise d'une décision ou à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire par la Commission ou le directeur en vertu de la présente loi, des règlements ou des règles;</p> <p>b) la façon dont la Commission ou le directeur applique ou interprète une disposition de la présente loi, des règlements ou des règles;</p> <p>c) les pratiques que la Commission ou le directeur suit généralement dans l'exercice des fonctions et l'exécution des responsabilités que lui attribue la présente loi;</p> <p>d) une chose qui n'est pas de nature législative.</p>	Politiques

Publication	(2) The Commission shall publish in its Bulletin notice of the proposed adoption of a policy.	(2) La Commission publie dans son bulletin un avis de ses projets de politique.	Publication
Notice	<p>(3) The notice must include the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The proposed policy. 2. A statement of the purpose of the proposed policy. 3. A summary of the proposed policy. 4. A reference to any significant unpublished study, report, decision or other written materials on which the Commission relies in proposing the policy. 5. A reference to any provision of this Act, a regulation or a rule to which the proposed policy relates. 	<p>(3) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet de politique. 2. L'énoncé de l'objet du projet de politique. 3. Un résumé du projet de politique. 4. Un renvoi aux études, rapports, décisions ou autres pièces écrites d'importance, mais non publiés, sur lesquels la Commission se fonde pour proposer la politique. 5. Un renvoi à toute disposition de la présente loi, d'un règlement ou d'une règle à laquelle se rapporte le projet de politique. 	Avis
Exception	(4) The Commission does not have to make reference to written material that, in the opinion of the Commission, should be held in confidence because it discloses intimate financial, personal or other information and the desirability of avoiding disclosure of the substance of it or its existence in the interests of any person or company affected outweighs the desirability of making it or knowledge of its existence available to the public.	(4) La Commission n'est pas tenue de faire un renvoi aux pièces écrites dont, à son avis, le caractère confidentiel devrait être protégé parce qu'elles contiennent des renseignements d'ordre privé, notamment d'ordre financier ou personnel, et que l'importance d'en garder la substance et l'existence secrets dans l'intérêt des personnes ou des compagnies visées l'emporte sur l'importance de permettre au public de les consulter ou d'être informé de leur existence.	Exception
Representations	(5) Upon publication of the notice, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the proposed policy within a period of at least 60 days after the publication.	(5) Lors de la publication de l'avis, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le projet de politique, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans un délai d'au moins 60 jours suivant la publication.	Observations
Exceptions to notice requirement	(6) Publication of a notice is not required if the proposed policy would make no material substantive change to an existing policy.	(6) La publication d'un avis n'est pas exigée si le projet de politique n'apporte aucun changement de fond important à une politique existante.	Exceptions à l'obligation de publier un avis
Changes to proposal	<p>(7) If, following publication of the notice, the Commission proposes material changes to the proposed policy, the Commission shall publish in its Bulletin,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) the proposed policy with the changes incorporated; (b) a concise statement of the purpose for the changes; and (c) the reasons for the changes. 	<p>(7) Si, après publication de l'avis, la Commission se propose d'apporter des changements importants au projet de politique, elle publie dans son bulletin les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le projet de politique auquel ont été intégrés les changements; b) un bref énoncé de l'objet des changements; c) les motifs des changements. 	Changements apportés au projet
Representations re changes	(8) Upon publication of a notice of change, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the change	(8) Lors de la publication de l'avis de changement, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le changement, et leur donne une occasion raisonnable	Observations sur les changements

	within such period as the Commission considers appropriate.	de le faire, dans le délai qu'elle juge approprié.	
Publication in Bulletin	(9) The Commission shall publish in its Bulletin every policy adopted by it as soon after the policy is adopted as practicable together with the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. The date the policy comes into effect. 2. A statement of the substance and purpose of the policy. 3. A summary of the written comments received during the comment periods. 4. A statement of the Commission setting out its response to the significant issues and concerns brought to the attention of the Commission during the comment periods and the reasons for any changes made to the proposed policy following its publication. 	(9) Aussitôt que possible après avoir adopté une politique, la Commission la publie dans son bulletin avec les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. La date d'entrée en vigueur de la politique. 2. L'énoncé de la substance et de l'objet de la politique. 3. Un résumé des commentaires écrits reçus au cours des périodes prévues à cette fin. 4. Une déclaration de la Commission exposant sa réponse aux questions et aux inquiétudes importantes qui ont été portées à son attention au cours des périodes prévues pour les commentaires, ainsi que les motifs des changements qui ont été apportés au projet de politique après sa publication. 	Publication dans le bulletin
Inspection of material	(10) Section 140 applies to all written representations made under this section as if they were material required to be filed.	(10) L'article 140 s'applique aux observations écrites présentées aux termes du présent article comme s'il s'agissait de pièces dont le dépôt est exigé.	Examen des pièces
Restriction	(11) The Commission shall not adopt a policy that, by reason of its prohibitive or mandatory character, is of a legislative nature.	(11) La Commission ne peut adopter de politique qui, en raison de son caractère prohibitif ou obligatoire, est de nature législative.	Restriction
Interpretation	(12) In this section, "policy" includes a change to and a rescission of a policy.	(12) Dans le présent article, «politique» s'entend en outre d'une modification apportée à une politique ou de son annulation.	Interprétation
Priorities	143.9 (1) The Commission shall, by June 30, 1995, and each year thereafter, within 90 days after the end of its financial year, deliver to the Minister and publish in its Bulletin a statement of the Chair of the Commission setting out the proposed priorities of the Commission in connection with the administration of this Act, the regulations and the rules, together with a summary of the reasons for the adoption of the priorities.	143.9 (1) Au plus tard le 30 juin 1995, et chaque année par la suite, dans les 90 jours qui suivent la fin de son exercice, la Commission remet au ministre et publie dans son bulletin une déclaration du président de la Commission énonçant les priorités proposées par celle-ci pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, ainsi qu'un résumé des raisons pour les adopter.	Priorités
Same	(2) The Commission shall, at least 60 days before the publication date of the statement, publish a notice in its Bulletin inviting interested persons or companies to make written representations as to the matters that should be identified as priorities.	(2) Au moins 60 jours avant la date de publication de la déclaration, la Commission publie dans son bulletin un avis invitant les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur les questions qui devraient être reconnues comme des priorités.	Idem
Memorandum of understanding	143.10 (1) The Commission must first deliver to the Minister and then publish in the Commission's Bulletin every agreement, memorandum of understanding or arrangement between the Commission and, <ol style="list-style-type: none"> (a) another securities or financial regulatory authority; 	143.10 (1) La Commission doit d'abord remettre au ministre puis publier dans son bulletin chaque accord, protocole d'entente ou arrangement qu'elle conclut : <ol style="list-style-type: none"> a) soit avec une autre autorité de réglementation des valeurs mobilières ou de réglementation financière; 	Protocole d'entente

- (b) any self-regulatory body or organization; or
- (c) any jurisdiction.

- b) soit avec un organisme autonome ou un organisme d'autoréglementation;
- c) soit avec une autorité législative.

Minister's option

(2) The Minister may approve or reject the agreement, memorandum of understanding or arrangement within 60 days after it is published in the Bulletin.

(2) Le ministre peut approuver ou rejeter l'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement dans les 60 jours qui suivent sa publication dans le bulletin.

Pouvoir du ministre

Coming into effect

(3) If the Minister approves the agreement, memorandum of understanding or arrangement, it comes into effect on the day it is approved.

(3) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre approuve entre en vigueur le jour de son approbation.

Entrée en vigueur

Same

(4) If the Minister does not approve or reject the agreement, memorandum of understanding or arrangement, it comes into effect on the 60th day after its publication in the Bulletin.

(4) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre n'approuve ni ne rejette entre en vigueur le 60^e jour qui suit sa publication dans le bulletin.

Idem

Same

(5) If the Minister rejects the agreement, memorandum of understanding or arrangement before it comes into effect by the operation of subsection (4), it does not come into effect.

(5) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre rejette avant qu'il n'entre en vigueur par l'effet du paragraphe (4) n'entre pas en vigueur.

Idem

General orders prohibited

143.11 The Commission shall not make any orders or rulings of general application.

143.11 La Commission ne doit pas rendre d'ordonnance ni de décision d'application générale.

Ordonnances générales interdites

Review by committee

143.12 (1) Within five years after this section comes into force and within each five-year period after that, the Minister shall appoint an advisory committee to review the legislation, regulations and rules relating to matters dealt with by the Commission and the legislative needs of the Commission.

143.12 (1) Au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent article et au cours de chaque période de cinq ans subséquente, le ministre constitue un comité consultatif qu'il charge d'examiner les lois, les règlements et les règles se rapportant aux questions dont traite la Commission et les besoins législatifs de celle-ci.

Examen par un comité

Same

(2) The committee shall review the legislation, regulations and rules relating to matters dealt with by the Commission and solicit the views of the public in respect of these matters by means of a notice and comment process.

(2) Le comité examine les lois, les règlements et les règles se rapportant aux questions dont traite la Commission ainsi que les besoins législatifs de celle-ci et sollicite les vues du public à ces égards au moyen d'une procédure relative aux avis et aux commentaires.

Idem

Report

(3) The committee shall prepare for the Minister a report of its review and its recommendations.

(3) Le comité dresse un rapport de son examen et de ses recommandations à l'intention du ministre.

Rapport

Same

(4) The Minister shall table the report in the Legislature.

(4) Le ministre dépose le rapport devant l'Assemblée législative.

Idem

Committee review

(5) Upon the report being tabled, a select or standing committee of the Legislative Assembly shall be appointed to review the report, hear the opinions of interested persons or companies and make recommendations to the Legislative Assembly regarding amendments to this Act.

(5) Dès le dépôt du rapport, un comité spécial ou permanent de l'Assemblée législative est constitué pour l'examiner, entendre les vues des personnes ou des compagnies intéressées et faire des recommandations à l'Assemblée législative à propos de modifications à apporter à la présente loi.

Examen par un comité

Confidential information

143.13 The Minister is entitled to keep confidential any information or documents received from the Commission that the Commission was entitled to keep confidential.

143.13 Le ministre a le droit de garder confidentiels tous renseignements ou documents qu'il reçoit de la Commission et que celle-ci avait le droit de garder confidentiels.

Renseignements confidentiels

9. The Act is amended by adding the following Schedule:

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'annexe suivante :

SCHEDULE/ANNEXE

PART A/PARTIE A

<u>Blanket Ruling/Décision générale</u>	<u>Date Issued/Date</u>
In The Matter of Certain Reporting Issuers, 1980 O.S.C.B. 166	10/04/80
In The Matter of The Automatic Investment of Dividends or Distributions in Shares or Units of Mutual Funds (1983), 6 O.S.C.B. 1078	11/05/83
In The Matter of Certain Proposed Amendments (1983), 6 O.S.C.B. 3508	19/10/83
In The Matter of Discount Brokerage and The Role of Financial Institutions (1984), 7 O.S.C.B. 458	10/01/84
In The Matter of Order Execution Access Dealers (1984), 7 O.S.C.B. 1520	10/02/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1984), 7 O.S.C.B. 1913	27/04/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1984), 7 O.S.C.B. 3247	24/07/84
In The Matter of Zero Coupon Strip Bonds (1984), 7 O.S.C.B. 4085	25/09/84
In The Matter of Eurosecurity Financings (1984), 7 O.S.C.B. 4897	22/11/84
In The Matter of Trades in Securities of a Private Company Under The Execution Act (1985), 8 O.S.C.B. 127	04/01/85
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1985), 8 O.S.C.B. 2915	12/07/85
In The Matter of The Mandatory Investment of Dividends or Distributions In Shares or Units of Mutual Funds (1985), 8 O.S.C.B. 4308	16/10/85
In The Matter of a Policy of The Toronto Stock Exchange on Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements (1987), 10 O.S.C.B. 1455	02/03/87
In The Matter of a Policy of The Montreal Exchange on Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements (1987), 10 O.S.C.B. 4938	18/08/87
In The Matter of Certain Proposed Amendments (1987), 10 O.S.C.B. 5936	22/09/87
In The Matter of The Business Corporations Act, 1982, S.O. 1982, chapter 4, as amended and In The Matter of The Canadian Depository for Securities (1988), 11 O.S.C.B. 542	25/11/87
In The Matter of Trading in Recognized Options Cleared Through Recognized Clearing Organizations (1988), 11 O.S.C.B. 4895	01/12/88
In The Matter of The Securities Act R.S.O. 1980, chapter 466, as amended (1989), 12 O.S.C.B. 2735	07/07/89
In The Matter of The Toronto Stock Exchange (1990), 13 O.S.C.B. 3007	12/07/90
In The Matter of Self-Directed Registered Education Savings Plans (1990), 13 O.S.C.B. 4793	22/10/90
In The Matter of The Toronto Stock Exchange (1991), 14 O.S.C.B. 881	27/02/91
In The Matter of The Recognized Options Rationalization Order (1991), 14 O.S.C.B. 2157	30/04/91
In The Matter of an Assignment to the Director Pursuant to Section 6 of The Securities Act (1991), 14 O.S.C.B. 3439	25/06/91
In The Matter of First Prospectuses Filed by National Policy Statement No. 36 Mutual Funds and In The Matter of Universal Money Market Fund (1991), 14 O.S.C.B. 3475	03/07/91
In The Matter of Mutual Fund Securities (1991), 14 O.S.C.B. 3763	24/07/91
In The Matter of The Recognized Options Rationalization Order (1991), 14 O.S.C.B. 4234	14/08/91
In The Matter of Self-Directed Registered Education Savings Plans (1992), 15 O.S.C.B. 613	05/12/91
In The Matter of Certain Advisers (1992), 15 O.S.C.B. 1955	05/05/92
In The Matter of Certain Members of The Toronto Stock Exchange (1992), 15 O.S.C.B. 3354	14/07/92
In The Matter of The Limitations on a Registrant Underwriting Securities of a Related Issuer or Connected Issuer of The Registrant (1992), 15 O.S.C.B. 3645	30/07/92
In The Matter of Going Private Transactions (1993), 16 O.S.C.B. 3428	30/06/93
In The Matter of Insider Bids, Issuer Bids and Take-Over Bids in Anticipation of Going Private Transactions (1993), 16 O.S.C.B. 3429	30/06/93

In The Matter of Real Return Bond Strip Bonds (1994), 17 O.S.C.B. 2875	23/11/93
In The Matter of Dividend Reinvestment and Stock Dividend Plans (1993), 16 O.S.C.B. 5928	26/11/93
In The Matter of Ontario Regulation 638/93 and The Disclosure of Executive Compensation and of Indebtedness of Directors, Executive Officers and Senior Officers (1993), 16 O.S.C.B. 5913	01/12/93
Blanket Permission Under Section 81 of The Regulation Under The Securities Act (Ontario) (1993), 16 O.S.C.B. 5914	01/12/93
Blanket Permission - International Offerings made by way of Private Placement in Ontario - Subsection 38(3) of The Securities Act (Ontario) (1993), 16 O.S.C.B. 5938	01/12/93
In The Matter of Regulation 1015, R.R.O. 1990, as amended and In The Matter of Certain International Offerings by Private Placement in Ontario (1993), 16 O.S.C.B. 5931	01/12/93
In The Matter of Networking Arrangements Governed by the Principles of Regulation (1993), 16 O.S.C.B. 6168	15/12/93
In The Matter of a Proposal of The Toronto Stock Exchange to Foster Capital Formation for Junior Resource and Industrial Enterprises (1994), 17 O.S.C.B. 347	10/01/94
In The Matter of Dividend Reinvestment Plans (1994), 17 O.S.C.B. 1178	02/03/94
In The Matter of Ontario Regulation 638/93 and The Disclosure of Executive Compensation and of Indebtedness of Directors, Executive Officers and Senior Officers (1994), 17 O.S.C.B. 1176	08/03/94
Blanket Permission Under Section 81 of The Regulation Under The Securities Act (Ontario) (1994), 17 O.S.C.B. 1187	08/03/94
In The Matter of Trades by Issuers In Connection With Securities Exchange Issuer Bids and In The Matter of Trades by Holders of Securities of a Company to Another Company In Connection With an Amalgamation, an Arrangement or a Specified Statutory Procedure (1994), 17 O.S.C.B. 1975	20/04/94
In The Matter of Trades by Issuers Upon Exercise of Certain Conversion or Exchange Rights and In The Matter of The First Trade In Securities Acquired Upon Exercise of Such Conversion or Exchange Rights (1994), 17 O.S.C.B. 2876	07/06/94
In The Matter of Certain Amendments to Regulation 1015 of The Revised Regulations of Ontario 1990 made under The Securities Act (Financial intermediary registration exemption)	08/11/94
In The Matter of Certain Amendments to Regulation 1015 of The Revised Regulations of Ontario 1990 made under The Securities Act (Corporate sponsored plans)	08/11/94
In The Matter of Trades by an Issuer in Securities of its own issue to Senior Officers, Directors, Personal Holding Companies and Registered Retirement Savings Plans and a Controlling Shareholder in Securities of an Issuer to Employees, Senior Officers, Directors, Personal Holding Companies and Registered Retirement Savings Plans	14/11/94
In The Matter of the First Trade in Securities Acquired Pursuant to Certain Exemptions, 26/4/94, 170SCB-1978 "Resale Ruling", amended 14/11/94	14/11/94
In The Matter of Trading in Securities of Labour Sponsored Investment Fund Corporations (Blanket Order/ordonnance générale)	10/11/94

PART B/PARTIE B

<u>Blanket Ruling and Related Policy Statements/Décision générale et politiques connexes</u>	<u>Date Issued/Date</u>
In The Matter of a Simplified Prospectus Qualification System for Mutual Funds (1984), 7 O.S.C.B. 5333 [including National Policy Statement No. 36 (1984), 7 O.S.C.B. 5355 and National Policy Statement No. 39/y compris l'instruction générale canadienne n° 36 (1984), 7 O.S.C.B. 5355 et l'instruction générale canadienne n° 39]	18/12/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1029 [including National Policy Statement No. 41 (1987), 10 O.S.C.B. 6307/y compris l'instruction générale canadienne n° 41 (1987), 10 O.S.C.B. 6307]	01/03/88
In The Matter of Rules for Shelf Prospectus Offerings and for Pricing Offerings after the Prospectus Is Received (1991), 14 O.S.C.B. 1824 [including National Policy Statement No. 44 (1991), 14 O.S.C.B. 1844/y compris l'instruction générale canadienne n° 44 (1991), 14 O.S.C.B. 1844]	02/05/91
In The Matter of Regulation 910, R.R.O. 1980, as amended and In The Matter of The Multijurisdictional Disclosure System (1991), 14 O.S.C.B. 2863 [including National Policy Statement No. 45 (1991), 14 O.S.C.B. 2889/y compris l'instruction générale canadienne n° 45 (1991), 14 O.S.C.B. 2889]	24/06/91
In The Matter of The Prompt Offering Qualification System (1993), 16 O.S.C.B. 731, 16 O.S.C.B. 732; 16 O.S.C.B. 949 [including National Policy Statement No. 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765/y compris l'instruction générale canadienne n° 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765]	17/02/93 & 25/02/93

In The Matter of National Policy Statement No. 47 and The Solicitation of Expressions of Interest (1993), 16 O.S.C.B. 2832 [including National Policy Statement No. 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765/y compris l'instruction générale canadienne n° 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765]

09/06/93

In The Matter of Certain Trades in Securities of Junior Resource Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1522 [including Ontario Policy No. 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563/y compris la politique de l'Ontario n° 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563]

30/03/88

Commence-
ment

10. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

10. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Short title

11. The short title of this Act is the *Securities Amendment Act, 1994*.

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les valeurs mobilières*.

Titre
abrégé